

Participation politique des jeunes : Les jeunes porteurs de changement ou exécutifs de la politique des élites

Najla ARFA*

Introduction

La transition démocratique en Tunisie a révélé un certain nombre de transformations sociales et structurelles profondes, qui ont donné au processus politique un nouveau dynamisme, selon lequel le système politique de transition a acquis des capacités et des aptitudes pour orienter la politique vers «l'encadrement d'un nouveau type d'objectifs et de besoins, et créer de nouveaux types d'organisations»¹. Cette dynamique a contribué à l'émergence d'une élite politique qui a tenté d'assurer la transition politique ou le passage de l'étape d'établissement de la démocratie à une étape dans laquelle les composantes et les conditions de la construction démocratique sont complètes.

Dans ce contexte, les élites politiques, académiques, intellectuelles et autres ont tenté, au début du processus de transition, de réfléchir à la manière de créer des mécanismes et des méthodes qui expriment, au niveau formel, une rupture avec la pratique politique héritée de la période antérieure à 2011 ; et au niveau du contenu, de créer une interaction nouvelle et différente au niveau des représentations de l'action, de l'influence et de la participation aux affaires politiques publiques. *Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique* était chargée de conduire cette phase de transition². Ainsi, la gestion de la transition démocratique par les élites tunisiennes a été politique, juridique et procédurale, en aménageant les rôles et les relations entre les acteurs dans le cercle de la participation politique et civile, et sous le titre de modèle tunisien de transition politique.

Afin de comprendre les conditions de gestion du contexte général de la transition démocratique, nous avons recours à un certain nombre de thèses intellectuelles

* Chercheur au Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales - CEMI.

¹ El-Masri Rafiq, *Religion, Politics and Democracy, Première édition* (Égypte : Centre des Droits de l'Homme, 2007), p. 38.

² Ben Achour Yadh, De l'introduction du Rapport final sur les activités de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, Oct 2011.

et d'approches scientifiques, qui ont tenté de proposer de multiples pistes et mécanismes pour expliquer le comment de la réalisation de la transition vers la démocratie, en proposant les conditions et règles qui garantissent le succès du processus d'établissement démocratique. Dans ce contexte, on peut s'arrêter sur trois voies qui condensent les règles et conditions de réussite de la transition démocratique.

La première de ces approches est celle proposée par Dankwart Rustow, que l'on peut appeler «l'approche transitionnelle»³, car elle se résume dans le principe que la réforme politique ou la transformation démocratique nécessite une approche historique et évolutive. *Rustow* part d'une analyse historique comparée de la Turquie et de la Suède, pour tracer un cheminement général suivi par les pays lors de la transition vers la démocratie. Ce chemin passe par quatre étapes : l'étape de l'unité nationale, l'étape du conflit politique, l'étape de décision et enfin l'étape de l'habituation⁴.

Les élites politiques ont une place prépondérante de par leur rôle central dans la gestion de la transition démocratique et dans son soutien d'une manière qui répond au processus de nouvelle construction politique et au contexte démocratique, qui a été imprégné de nouvelles connotations, dont la plus importante est la dimension de «terrain» ou de «politique de rue»

selon l'expression d'Asef Bayat⁵. Puisque les élites politiques se sont affairées à consolider les fondements de la transition politique, en tenant compte de la distinction fondamentale entre «l'État et le régime», et ce après que s'est produit «le renversement du régime et la survie de l'État»⁶, et l'intersection entre les revendications populaires et les choix de mise en place d'une nouvelle phase politique.

De plus, les processus d'instauration de la démocratie en Tunisie et les modalités de réflexion sur les conditions juridiques, procédurales et le cadrage politique de la transition démocratique, ont été, dans leur ensemble, des réponses immédiates aux enjeux du moment politique, sans être vecteur d'une vision stratégique qui garantit la continuité du cheminement politique avec ses conditions fondatrices.

Ainsi, de nombreux facteurs et données se sont combinés pour contribuer à la perturbation de la construction démocratique et à la confusion dans son cheminement, car la voie révolutionnaire a souvent été négligée et l'attention s'est portée sur la voie de la transition. Ceci, sans que les élites politiques n'aient surmonté les pièges des conflits et des batailles politiques, a produit un parcours confus, caractérisé par des crises de gestion et de participation politique, qui a créé une impression de stigmatisation des élites politiques comme incapables et de penser à la démocratie représentative comme génératrice de crises, ou

³ Santiso Javier, La démocratie incertaine : la théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine, *Revue française de science politique* (1993), 970-993.

⁴ Sorensen Georg, *Démocratie et démocratisation : processus et perspectives dans un monde en mutation*, (London : Routledge troisième édition, 2019).

⁵ Bayat Asef, *Street politics: How Ordinary People Change the Middle East*, (Stanford : Ed: Stanford University Press, 2013).

⁶ Achcar Gilbert, «le peuple peut-il renverser le régime tant que l'État existe encore ? Considération du principal dilemme du soulèvement arabe», Ouvrage collectif, *The Arab Revolutions, the Difficulty of Democratic Transition and Its Consequences*, préparé et coordonné par Jamal Barout (Beyrouth : Centre arabe de recherche et d'études politiques, 2018), pp. 42-43.

qu'elle ne parvient pas à trouver sa voie, de mise en œuvre sans entraîner crise après crise.

De ce point de vue, émerge la problématique principale axée sur les titubements des élites politiques en Tunisie concernant une réflexion sérieuse sur la réalisation de l'unité nationale, la résolution des conflits politiques, sans oublier leur capacité à conclure des accords et à imprégner de permanence des politiques stratégiques ; facteurs clés de succès de la transition démocratique.

Un autre échec apparaît dans l'incapacité de lier développement socio-économique et démocratie ; points qui figuraient parmi les principales revendications de la période de transition démocratique. D'un autre côté, les contextes régionaux et internationaux ne peuvent être séparés de l'interne démocratique de transition pendant sa période de genèse.

Tout changement politique et social coïncide avec des transformations profondes qui affectent la société en général et les individus en particulier. L'individu passe d'un soi réceptif à un soi actif⁷ qui travaille à la formulation de programmes et de stratégies qui affectent les affaires publiques. Dans ce contexte, de nombreuses thèses et programmes expriment, en termes de participation politique, la richesse et le pluralisme de la société. Mais cela n'a pas dépassé une simple participation superficielle qui n'a pas touché à l'essence des principaux contenus et exigences de la transition démocratique.

De cette approche conceptuelle et de cadrage émerge la problématique de ce travail qui

consiste à examiner les enjeux de la transition démocratique et à comprendre dans quelle mesure la théorie s'entremêle avec la pratique dans la partie liée aux changements sociaux, politiques, économiques et écologiques, et le rôle des jeunes dans ce sens d'une part en tant que porteurs de projets de changement ou des acteurs n'ayant pas franchi les cases exécutives en tant qu'appareil administratif bureaucratique au sein des partis politiques.

I - Le changement et sa conduite dans une société en mutation sociale, politique, climatique et économique

De nombreuses études et thèses se penchent sur la question de l'instauration d'une transition démocratique, ou de la création des conditions nécessaires à la réalisation de la transition vers la démocratie. Dans ce contexte, les thèses de Dankwart Rustow⁸ ont représenté une passerelle théorique vers la compréhension des capacités des élites à gérer ce processus, en présentant les possibilités d'établir un chemin démocratique qui, du point de vue de Rustow, doit passer par une étape qu'il appelle la décision ou étape de choix, car elle sert d'intermédiaire entre l'étape préparatoire et l'étape d'habituation à accepter le pluralisme et l'interaction de différentes forces, durant laquelle les élites s'accordent sur les règles du jeu démocratique. En ce qui concerne le contexte tunisien, le moment de 2011 a représenté une période de test pour la capacité des élites à exploiter correctement le moment politique⁹ et à s'engager dans

⁸ Sorensen Georg, Op. Cit.

⁹ Baduel Pierre Robert, «Le temps insurrectionnel comme «moment politique». Tunisie 2011», *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, no. 2, 2013, pp. 33-61.

⁷ Voir : Touraine Alain, *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, (Paris, Ed : Lgf, 2006).

le processus de gestion de la transition politique et sociale, dont les revendications, dans certaines parties, ont été fusionnées aux revendications populaires et aux orientations politiques de certaines de ces élites, en matière d'organisation. Le processus de transition politique, ou la nouvelle mise en place d'une étape, a dû être complètement coupé des contextes juridiques et réglementaires d'avant 2011. Il représente «l'essence du pluralisme politique qui est l'existence d'un groupe de forces ou d'acteurs qui forment l'épine dorsale de la vie et de la compétition politique, dirigés par les partis»¹⁰.

Le manque d'homogénéité intellectuelle et en nombre et la multiplicité des thèses et des lectures sur la manière d'établir une nouvelle phase politique, en plus des problèmes de conscience politique, de traditions démocratiques et parfois de compétence politique, ont représenté un obstacle à la création d'un dynamisme intellectuel.

Cela va au-delà de la délibération sur les conditions du nouveau processus politique, pour travailler sérieusement sur la création d'une forme de système démocratique répondant à la condition de la réalité locale, sur les révisions de la démocratie dans ses diverses formes, au niveau de l'organisation des pouvoirs et à la relation entre eux, sur le comment contribuer aux affaires publiques et à leurs limites, ainsi que d'autres mécanismes, facteurs et manifestations de la politique en tant que déterminants des questions d'économie, de culture et d'autres problématiques d'administration de l'État, et c'est «le moyen

de parvenir à un grand objectif et une nécessité coercitive pour la vie humaine»¹¹.

Il semble que la question de la forme politique de l'État et du processus politique ait eu le dessus dans le débat, plus que la question de l'essence de la politique et de son contenu dans le rapport de l'Instance Suprême trois objectifs : La réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique, qui n'a pas dépassé les limites de garantie du succès de son œuvre fondatrice ; laissant de côté les détails, les arrangements fondamentaux de la politique entre les mains des élites politiques qui entreprendront la tâche de l'administration politique de l'État.

Cependant, le processus d'établissement politique transitionnel en Tunisie au moment de l'année 2011, bien qu'il ait ouvert la voie à l'instauration d'une démocratie naissante testée lors de l'étape électorale fin 2011 ; il a mis à nu, outre l'absence de formation démocratique, la différence de comportement politique entre les acteurs et le basculement vers le contexte transitionnel au détriment de la voie révolutionnaire.

Certains acteurs ont même été surpris par l'événement révolutionnaire en lui-même, qui a fait l'étape préparatoire en Tunisie, selon à l'approche «Rustow»¹², une étape riche en conflits intellectuels qui tournaient autour de la forme politique, de la méthode d'élection et d'autres récits politiques qui variaient entre le choix d'une structure cumulative basée sur les réalisations politiques antérieures à 2011,

¹¹ Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique*, (Paris, Ed : Points, 2016).

¹² Sorensen Georg, Op. Cit.

¹⁰ Alieddine Hilal, *ibid.*, p. 20.

comme la modification de la constitution de 1959, et une autre vision qui dit qu'il faut aller vers la refonte sans que l'assise n'ait ses propres points de départ liés à la culture politique et à l'homogénéité intellectuelle entre les différentes élites politiques. Cela a conduit à la déstabilisation de l'étape d'habituation formulée par Rustow. Peut-être pouvons-nous le constater à travers les indicateurs du conflit politique qui a prévalu après les élections de 2011, la réticence à la participation politique et d'autres répercussions des échecs du processus d'établissement et sa préoccupation pour les détails procéduraux juridiques, qui reproduisaient, quoique déformés, un modèle de pratique politique, malgré le passage de l'État juridique à un État de Droit.

Selon Gabriel Almond, le changement se définit comme «l'acquisition par un système politique d'une nouvelle capacité en termes de culture et de structure politique»¹³. Soulignons également que la littérature politique distingue deux types de changement. La tendance libérale considère la démocratie comme la seule voie et le résultat naturel du processus de modernisation. Alors que la tendance socialiste considère que le principal et unique processus de changement réside dans les conflits entre classes ; Sociologiquement, cela se traduit par des conflits entre groupes. Karl Deutsch¹⁴ estime que le changement au sein des sociétés peut survenir à la suite d'interventions internes ou externes.

¹³ Almond Gabriel, *Political systems & political change*, The American behavioral scientist (ABS), 1963.

¹⁴ Battistella Dario, "L'apport de Karl Deutsch à la théorie des relations internationales," *Revue internationale de politique compare*, Vol. 10, N° 4 (2003), p. 567-585.

La sociologie et la sociologie politique traitent des modèles de changement - en conjonction avec la science politique - où l'on retrouve 4 modèles de changement. Le premier type est appelé changement social spontané, qui peut apparaître sous la forme d'un changement régressif ou d'un changement progressif. Le deuxième type est appelé changement progressif intentionnel. Alors que le troisième modèle est connu sous le nom de changement social radical, le quatrième modèle est connu sous le nom de changement social partiel.

Ces modèles de changement incluent plusieurs niveaux de la stratification sociale de l'État tunisien. La nouvelle structure politique qui a débuté en 2011 a affecté la société tunisienne en termes de changement de groupes et de couches sociales. Ces segments et groupes ont été soumis aux influences de l'économie, de la politique et des relations nouvelles. Les jeunes ne font pas exception à ces nouveaux rapports et classifications, mais ils sont plutôt intégrés, de fait ou par leur volonté, dans de nouveaux rapports sociaux et culturels, qui ravivent leurs rôles, absents sociologiquement et présents uniquement dans le discours.

II - Les jeunes en tant que porteur de changement

Travailler avec des jeunes sur une base spécialisée est devenu l'une des principales tendances qui ont commencé à se frayer un chemin dans la plupart des pays et des sociétés. Ce travail vise à peaufiner la personnalité des jeunes, à contribuer dans leur acquisition de compétences, d'expériences scientifiques et pratiques et à les doter des qualifications requises pour assurer leur bonne adaptation aux

évolutions sans oublier dans la formation de jeunes leaders dans divers domaines sociétaux. Mais ce qu'il faut souligner, c'est qu'un grand écart existait et existe encore entre les jeunes des pays développés et ceux des pays pauvres et en développement ; et ce, pour des raisons liées aux capacités financières et à l'absence de plans et programmes adéquats de réhabilitation, d'éducation, en plus de raisons internes liées à l'héritage idéologique et social, à la nature des valeurs, coutumes et traditions, à la structure sociétale et familiale, le niveau d'ouverture sociale et la nature des systèmes politiques existants, car tous ces facteurs se conjuguent pour limiter le rôle de la jeunesse dans les pays pauvres ainsi que dans l'exacerbation des crises généralisées parmi les jeunes : chômage, soins de santé médiocres, faible niveau de vie et le manque d'institutions de parrainage et de centres de loisirs et de divertissement. Cela ne signifie pas du tout que les jeunes des pays développés et riches ne souffrent pas de problèmes et de crises malgré l'abondance de statistiques et de services, mais ils sont d'un type différent de ceux dont souffrent les jeunes des pays pauvres¹⁵.

Au cours des deux dernières décennies, en raison des remarquables développements scientifiques et techniques, de la révolution des communications, de l'Internet et des chaînes satellitaires et de l'entrée du monde dans la phase de mondialisation, en tant que système culturel, politique, économique et social qui reflète l'alliance des puissances capitalistes mondiales géantes ; Les crises de la jeunesse sont devenues de plus en plus graves dans les

pays pauvres. En effet, ces jeunes souffrent d'une double crise résultant des crises préexistantes héritées et complexes, et résultant des influences provenant du Web et des chaînes satellitaires reflétant la culture et les concepts d'autres sociétés étrangères, et parlent d'un luxe imaginaire par rapport à la jeunesse des pays pauvres présageant de nouvelles crises pour les jeunes de ces pays à la suite de cette marée mondiale¹⁶.

Malgré les progrès réalisés dans le travail parmi les jeunes dans un sens relatif, des discussions et des points de vue différents s'élèvent encore sur les méthodes d'éducation préférées et la bonne adaptation des jeunes pour assurer leur implication dans la société¹⁷. Ces discussions entre sociologues, éducateurs, militants dans le domaine de la jeunesse et des organisations de jeunesse, ne se sont pas arrêtées sur les meilleurs moyens et les plus efficaces pour socialiser les jeunes et les éduquer d'une manière équilibrée qui garantit leur adaptation positive aux développements qui se produisent et les protège de l'isolement ou le retrait social¹⁸.

De nombreuses écoles de pensée ont contribué dans ce domaine. L'École de santé et d'éducation psychologique¹⁹ se concentre sur l'importance des soins psychologiques et sanitaires pour les jeunes, grâce auxquels l'équilibre de la personnalité peut être préservé et sans souffrir

¹⁵ Guattari Félix, *Les trois écologies*, (Paris, Ed : Galilée, 1989).

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Voir : Touraine Alain, Production de la société (Paris : Seuil, 1973). / Bourdieu Pierre, *Sociologie et Démocratie* (Paris : Presse universitaire de Lyon, 2023). / Allouche Annabelle, *La société du concours. L'empire des classements scolaires* (Paris : Seuil, 2017).

¹⁸ Honneth Axel, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique* (Paris : La Découverte, 2008).

¹⁹ Mead George Herbert, *Self, and Society* (USA: University of Chicago Press, 1934).

de déformations pendant la phase de transition de l'enfance à la jeunesse en tant qu'étape critique. Et l'École d'éducation physique²⁰, qui considère l'éducation sportive des jeunes comme une base solide pour une personnalité jeune qui interagit positivement avec son environnement. Tandis que l'école rationnelle²¹ (qui met l'accent sur une éducation enrichie par une approche démocratique) nourrit l'esprit et développe les perceptions mentales, à condition que le processus éducatif soit basé sur le respect de la raison et des convictions, et non sur un processus d'endoctrinement mécanique. Quant à l'école politique²², elle estime que l'éducation politique des jeunes inculque des valeurs et des idéaux corrects, affinant la personnalité par la pratique, acquérant de l'expérience et construisant une personnalité de leadership. Elle représente une approche systématique pour construire une personnalité équilibrée et efficace, capable de supporter des fardeaux et d'affronter des difficultés d'une manière qui répond aux espoirs vastes et élevés des jeunes.

Dans cette étude préliminaire sur la jeunesse, nous nous concentrerons sur le rôle transformateur de la jeunesse et son importance dans le travail communautaire, et nous consacrerons un espace à certaines définitions, terminologies, caractéristiques et avantages des jeunes.

²⁰ <https://excerpts.numilog.com/books/9782130442349.pdf>

²¹ Garcia Sandrine, Oller Anne-Claudine, «Mettre en place une pédagogie rationnelle : de la théorie sociologique aux obstacles sociaux», *Sociologies pratiques* 2018/2 (N° 37), pages 91 à 104.

²² Barrault-Stella Lorenzo, Goastellec Gaële, «Introduction : L'éducation entre sociologie et science politique, des convergences contemporaines à leurs limites.» *Éducation et sociétés* 2015/2 (n° 36), pages 5 à 18.

1 - Définition de la jeunesse

Il n'existe pas de définition unique de la jeunesse et il est difficile de trouver une définition claire de ce concept. L'absence d'accord sur une définition unifiée et globale est due à de nombreuses raisons, dont les plus importantes sont les différences dans les objectifs recherchés lors de l'élaboration de la définition et les différences dans les concepts et idées généraux sur lesquels l'analyse psychologique et sociale de ces objectifs sont basés.

Par conséquent, le concept de jeunesse s'étend à bon nombre des tendances suivantes :

1-1- La dimension biologique : Ce critère confirme le déterminisme biologique en tant que stade d'âge ou stade de développement humain, durant lequel s'achève sa maturité organique et physique ainsi que sa maturité mentale et psychologique et qui se situe entre 15-25 ans, ou chez d'autres entre 13-30 ans.

1-2- La dimension psychologique : Cette orientation considère la jeunesse comme une condition d'âge soumise au développement biologique d'une part et à la culture de la société d'autre part, depuis la puberté jusqu'à l'entrée de l'individu dans le monde des adultes, où les processus de normalisation sociale sont achevés. Cette définition tente de combiner les exigences d'âge et la culture acquise de la société (fixe et variable).

1-3- La dimension sociologique : Cette tendance considère la jeunesse comme un fait social et pas seulement comme un phénomène biologique, ce qui signifie qu'il existe un ensemble de traits et de caractéristiques qui, s'ils étaient présents dans un groupe de la population, constitueraient la jeunesse.

2 - Caractéristiques et attributs de la jeunesse :

La jeunesse est considérée comme l'une des étapes les plus importantes que traverse un individu, au fur et à mesure que sa personnalité commence à prendre forme²³. Les traits de cette personnalité mûrissent à travers les compétences et les connaissances que l'individu acquiert, à travers la maturité physique et mentale et à travers les relations sociales que l'individu peut nouer dans le cadre de son libre choix. Si le sens de la jeunesse est considéré en premier, l'étape de la jeunesse peut être résumée comme étant une étape où l'on regarde vers l'avenir avec de grandes ambitions.

Quant aux caractéristiques et spécificités des jeunes à ce stade, elles sont nombreuses, bien qu'il existe deux caractéristiques fondamentales de la jeunesse en général,²⁴ qui sont :

- La jeunesse est sociale par nature, c'est-à-dire la tendance naturelle à appartenir à un groupe social avec qui interagir.
- Les jeunes sont une énergie de changement et de formation.

Les autres caractéristiques et avantages de la jeunesse sont :

- Une énergie humaine caractérisée par l'enthousiasme, la sensibilité, l'audace, l'indépendance, un sentiment accru d'anxiété et un idéalisme dépourvu d'intérêts et de liens.

²³ Galland Olivier, Sociologie de la jeunesse. Lien : <https://sciencespo.hal.science/hal-03458158/document>

²⁴ <https://www.cnrtl.fr/definition/jeunesse#:~:text=La%20jeunesse%20est%20l'aspect,faire%20une%20place%20au%20soleil.>

- L'intérêt et la curiosité, car cette catégorie sociale semble toujours remettre en question et s'enquérir pour tenter de comprendre ce qui se passe autour de lui et se familiariser avec la plus grande quantité de connaissances acquises socialement.
- L'émergence de caractéristiques d'indépendance de la personnalité et la tendance à l'affirmation de soi.
- Ils sont toujours critiques, car ils partent d'idéaux plus proches de l'utopie, et leur critique repose sur le fait que la réalité doit correspondre à leur pensée idéale.
- Ils n'acceptent pas la pression et la coercition, peu importe qui exerce cette pression, qu'il s'agisse d'une autorité ou d'une famille. Ce comportement fait partie de leur développement intérieur, de l'estime de soi et du non-respect de l'autorité en tant que tendance progressiste.
- Un haut degré de dynamisme, de vitalité et de flexibilité, caractérisé par l'impulsivité, la liberté et le sacrifice.
- Ils commencent à réfléchir aux choix de vie, à l'avenir, au mariage, à l'éducation et à la richesse.
- Ils présentent des fluctuations de la personnalité et un niveau élevé de tension, car susceptibles à des explosions émotionnelles successives et à la perturbation des relations sociales avec la famille, les amis et autres.
- La capacité de réagir aux changements qui les entourent et d'être prompt à absorber, accepter, adopter et défendre ce qui est nouveau. Ces traits reflètent la conviction et le désir du jeune de changer la réalité dans

laquelle il se trouve, même s'il ne l'a pas fait ou a participé à sa création.

3 - Les catégories jeunes :

La jeunesse constitue un vaste secteur social qui ne peut être traité comme une unité égale. Cela varie selon les catégories en termes d'attitudes, d'éducation et de culture ainsi que de lieu de travail, de résidence et de statut social²⁵.

La jeunesse peut être divisée sur trois bases²⁶ :

- La catégorie des jeunes instruits, cultivés et expérimentés. Cette catégorie est classée comme catégorie de leadership.
- La catégorie des jeunes conscients, qui est la catégorie qui connaît un certain degré de culture et d'éducation et possède une certaine expérience, mais en termes d'activité et d'action directe, elle semble inactive, ou son activité ne correspond pas à ses capacités, et une partie de cette catégorie est active et peut se recouper avec la première catégorie.
- La catégorie des jeunes dépendants, qui est une catégorie large et caractérisée par une faible sensibilisation et éducation et un manque d'initiative. Ces personnes participent à des activités, mais elles ne prennent pas l'initiative de le faire, mais attendent plutôt quelqu'un pour les conduire et les y diriger.

4 - Division selon l'activité ou la profession :

- La catégorie estudiantine : Cette catégorie comprend les élèves et les étudiants universitaires. Ce groupe est large en raison de sa situation géographique, de sa culture et de

son éducation et de la présence de structures partisans et syndicales spécifiquement dans le cycle universitaire. Il se caractérise par son dynamisme et son activité et a une grande volonté de s'engager dans l'activité politique et sociale.

- La classe des ouvriers : Cette classe est considérée comme l'un des grands groupes de la société et elle peut jouer un rôle si son action est organisée et réglementée par les syndicats et les institutions professionnelles.
- La catégorie des salariés, qui est une catégorie hétérogène en termes d'intérêts, de niveau de vie et de niveau d'éducation
- Le groupe des chômeurs, composé aussi bien de déscolarisés, de diplômés universitaires et de travailleurs. Ce groupe est classé comme le plus précaire en termes de réalité de vie et de stabilité psychologique. Ses choix et intérêts sont entachés de confusion et d'ambiguïté en raison de sa situation économique instable²⁷.

5 - Segmentation basée sur la géographie :

- La catégorie des jeunes qui vivent en milieu urbain.
- La catégorie des jeunes qui vivent en milieu rural.

Il existe de nombreuses différences entre ces groupes de jeunes, car les jeunes urbains se distinguent par leur ouverture d'esprit et leur possession d'un degré plus élevé d'éducation, de culture et d'expertise scientifique. En raison de la présence et de la concentration d'institutions éducatives, culturelles, économiques et récréatives dans les villes et de

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

la présence de climats sociaux plus ouverts qui permettent la liberté d'interaction, de mélange et d'échange. Quant aux jeunes ruraux, en particulier dans les pays pauvres, leur part dans l'éducation et le niveau de vie est plus faible, et les frictions sociales et culturelles sont régies par la disponibilité d'institutions qui sont généralement limitées par l'atmosphère sociale généralement conservatrice²⁸.

La jeunesse rurale constitue un groupe socialement, culturellement et économiquement marginalisé qui vit à la périphérie de la civilisation humaine, ce qui reflète la même chose dans sa réalité cognitive et culturelle ainsi que dans sa conscience sociétale²⁹.

6 - Division basée sur la classe :

Nous parlons ici de deux tendances : la première, la division de classe entre les pays du Nord et les pays du Sud, où les jeunes des pays riches du Nord vivent un niveau de vie, de services, culturel et social beaucoup plus élevé que les jeunes des pays du Sud, en qui se reflète la réalité de leur pays et de leur société³⁰.

La deuxième tendance concerne les jeunes issus de classes pauvres d'un même pays et d'une même société et ceux issus de classes aisées³¹.

7 - Les attentes et besoins des jeunes :

Pour connaître la prédisposition des jeunes et leur implication dans le travail communautaire, qu'il s'agisse d'activités sociales, politiques ou de développement, il faut connaître les

besoins fondamentaux des jeunes et s'efforcer d'y répondre ou d'en tenir compte lors de la formulation de plans et de programmes en tant qu'exigences nécessaires qui doivent être reconnues par les personnes concernées³².

Notons que la notion de besoins³³ est une notion relative qui varie d'une société à une autre en fonction de la nature et des caractéristiques de la société civile et du niveau de développement social et économique. Les spécialistes³⁴ du travail avec les jeunes s'accordent sur les besoins suivants comme besoins généraux qui s'appliquent à tous les groupes de jeunes :

- La nécessité pour les jeunes d'accepter et de se développer mentalement et physiquement, puisqu'ils cherchent à comprendre ce qui se passe autour d'eux.
- Le besoin de répartir leurs énergies dans une activité à laquelle ils sont enclin, d'autant plus que les jeunes disposent d'énormes énergies et que ne pas les dépenser dans des activités constructives augmente son état d'agitation, d'ennui et de tension.
- Le besoin de réalisation de soi, y compris un choix libre et conscient de son rôle, la participation communautaire et un sentiment d'appartenance à son idéologie ou à son groupe social avec des objectifs généraux.
- La nécessité de soins de santé primaires et de soins psychologiques, qui équilibreraient son développement et lui donneraient une culture générale de la santé qui lui permettrait de

²⁸ *Ibid.*

²⁹ <https://books.openedition.org/pum/15028?lang=fr>

³⁰ Galland Olivier, " Les jeunes dans la société", Les jeunes (2009), pages 78 à 114.

³¹ *Ibid.*

³² Bourdieu, Op.cit.

³³ Galland, Op.cit.

³⁴ Megdiche Cyrille, "Essai sur la notion de besoin," *Sociétés* 2002/1 (n° 75), pages 85 à 90.

comprendre les changements physiques de l'adolescence comme une étape critique.

- Le besoin de connaissance et d'éducation, parce qu'ils jouent un rôle clé et fondamental dans la vie d'un individu et ils élargissent les horizons et les perceptions mentales. C'est un droit aussi nécessaire que l'eau et l'air à une époque où il n'y a pas de place pour les ignorants.
- Le besoin d'indépendance au sein de la famille comme prélude à la construction de sa personnalité indépendante et à sa capacité à prendre ses décisions importantes dans la vie, le travail et l'appartenance, de manière volontaire, loin de tout interventionnisme.
- Répondre aux besoins économiques de base, tels que la nourriture, les boissons, les vêtements et le logement.
- Le besoin de divertissement et de loisirs : La vie des jeunes ne se résume pas uniquement à un travail et à une activité laborieuse, mais plutôt à des lieux où se trouvent des centres de loisirs et de divertissement culturel (cinémas, théâtre, parcs, maisons de jeunes).
- La nécessité de construire la personnalité du jeune leadership en développant les capacités de leadership et en perfectionnant les talents prometteurs. Ce processus ne se déroule pas par une décision procédurale mais nécessite des politiques éducatives réfléchies associées à une expérience de travail sur le terrain qui renforce la confiance des jeunes dirigeants dans leurs capacités et les place devant un choix sérieux.

8 - L'importance politique de la jeunesse :

Le droit de participation sous toutes ses formes et dans tous ses domaines est un Droit Humain

fondamental, tel qu'énoncé dans la Charte universelle des Droits de l'Homme³⁵. C'est un outil de développement effectif et une méthode de pratique politique et de responsabilité sociale et éducative pour les membres de la société. Il donne aux gens le droit de soumettre toutes les questions qui les concernent, eux et leur groupe, à la discussion et à l'expression d'opinions.

Pour qu'une personne puisse exprimer clairement et hardiment ses convictions en désaccord avec le système politique existant, on suppose l'existence d'une démocratie, à travers laquelle il est possible de parler de la participation sérieuse de toutes les forces de la société, y compris la jeunesse afin de réaliser leurs désirs et leurs convictions et exprimer leur sentiment d'appartenance à la société dans laquelle ils vivent.

L'importance politique de la jeunesse réside dans le fait que l'âge joue un rôle majeur dans la détermination du degré d'intérêt politique³⁶. Dans ce concept, la jeunesse est la force politique libérale, ouverte et la plus radicale, et le parti qui a leur confiance et dispose de leurs esprits et armes, progresse régulièrement pour atteindre ses objectifs, qu'il s'agisse de la libération nationale ou de la social-démocratie³⁷.

³⁵ Galland, Bourdieu, Op.cit.

³⁶ <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>

³⁷ Bourdieu Pierre, La jeunesse n'est qu'un mot. Entretien avec Anne-Marie Métaillé, paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des Ages, 1978, pp. 520-530. Repris in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, 1984. Ed. 1992 pp.143-154 Lien: <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/questions/jeuness.html>

9 - Ce qui distingue le plus la jeunesse en tant que force de changement sociétal :

- Les jeunes sont la catégorie la plus ambitieuse de la société, ce qui signifie que le processus de changement et de progrès pour eux ne s'arrête pas aux frontières, et que le parti politique, l'organisation de jeunesse ou tout groupe social en quête de changement politique ou social doit inclure parmi ses priorités attirant les énergies des jeunes et employant ces énergies vers leurs objectifs prédéterminés³⁸.
- Les jeunes sont le plus réceptifs au changement³⁹. Ce fait est considéré comme un avantage majeur dans le monde politique, qui est un monde en mouvement et en changement portant toujours quelque chose de nouveau. Or la pensée conservatrice ne peut pas suivre le renouveau mais le traite plutôt selon sa perspective conservatrice, ce qui signifie un inévitable échec. Tandis que les jeunes, grâce à cette caractéristique, ont une disposition objective au changement, à accepter la nouveauté et à l'affronter dans un esprit créatif et innovant ce qui garantira qu'ils suivront de près le rythme des changements et s'y adapteront en douceur et sans confusion.
- Jouir de l'enthousiasme et de la vitalité dans la pensée et le mouvement, ce qui constitue une formidable énergie de progrès. Les jeunes pleins d'enthousiasme et de vitalité dans leur interaction avec les données politiques

³⁸ Nemo Philippe, "La social-démocratie", *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains* (2013), pages 989 à 1014.

³⁹ Galland, Op. Cit.

et leurs variables et avec les données et les exigences de la société sont la garantie d'un progrès constant. Les mouvements politiques qui ne disposent pas de cette énergie créatrice sont menacés d'effondrement et de mort ou, du moins, d'isolement et de stagnation⁴⁰.

- Donner sans limites lorsqu'il est convaincu et conscient de ce qu'il fait. Ici l'équation paraît simple à qui veut en comprendre les détails, puisqu'elle ne fonctionne que selon deux conditions principales⁴¹ :

* La première condition est la conviction qu'il faut respecter l'esprit et traiter les jeunes dans le sens d'une entité et non comme de simples outils de mise en œuvre.

* La deuxième condition est la conscience de ce que font les jeunes, c'est-à-dire la familiarisation avec les objectifs et la conviction des moyens et des méthodes qui conduisent à l'atteinte de l'objectif.

Si ces deux conditions nécessaires sont remplies, le don des jeunes sera sans limites et fera avancer les chemins du travail en toute sincérité et dévouement.

- La jeunesse est une force sociale importante en tant que catégorie majeure de la société, et conquérir cette catégorie par les décideurs et les politiciens signifie gagner la bataille pour le changement. De nombreux exemples illustrent cette équation, et un exemple récent est celui de l'Iran, là où le président Khatami (le candidat de la jeunesse) a pu écraser ses adversaires grâce au soutien sans précédent de la jeunesse.

⁴⁰ Honneth, Op.cit.

⁴¹ *Ibid.*

- La jeunesse est une force économique puissante. Les jeunes ouvriers, ceux qui produisent de leurs propres mains, et les jeunes instruits, grâce à leur effort mental, produisent ce dont la société a besoin. Ce sont eux qui construisent l'édifice de la nation et assurent sa force et son économie. Le rôle de la jeunesse dans le développement global est fondamental et crucial. Il est évident que le progrès économique est impossible sans progrès scientifique, et les esprits brillants et éclairés des jeunes constituent la base scientifique qui garantit le succès et le progrès de l'effort économique ainsi que de l'effort de développement⁴².
- La jeunesse est un symbole de force et de rajeunissement. Ces deux caractéristiques⁴³ comptent parmi les principales exigences de l'action politique. Un parti qui ne compte pas de jeunes dans ses rangs et qui ne renouvelle pas ses effectifs avec des éléments jeunes et du sang neuf se transformera, avec le temps, en un parti flasque et faible, signe de vieillesse, tandis qu'un parti qui se renouvelle avec du sang jeune dans tous ses organes et à tous les niveaux de direction se transformera de manière dynamique en assurant sa survie.

La participation politique des jeunes : de la figuration vers une implication effective

La participation politique est liée aux significations de la contribution et de l'engagement conscient dans l'action

⁴² Becquet Valérie, "Les jeunes et la vie associative : attrait et usages", *RECMA* 2004/4 (N° 294)

⁴³ Touraine, Op.cit.

politique⁴⁴. Grâce à la participation, nous aspirons à «influencer le processus de prise de décision politique»⁴⁵. La participation politique prend plusieurs formes, telles que : l'adhésion à des partis politiques ou à des associations civiles, la candidature à des fonctions politiques et le vote électoral, qui sont des types de participation organisée. Cependant, la participation ne se limite pas aux types mentionnés, car il peut exister des types de participation non organisés, comme la protestation collective, qui « comprend de multiples formes de pratiques collectives visant à déclarer son mécontentement et son insatisfaction à l'égard du système politique, ou de certaines politiques et décisions»⁴⁶.

Dans cette perspective, la participation politique est «une action administrative, qu'elle soit réussie ou non, organisée ou non, temporaire ou continue, visant à influencer les choix politiques ou à gérer les affaires publiques»⁴⁷. Cette lecture est cohérente avec le sens donné par McClosky de la participation politique comme «une activité administrative à laquelle les membres de la société contribuent directement ou indirectement»⁴⁸. Elle est également liée au triptyque : action, volontariat et choix. Nous

⁴⁴ La participation civique et politique des jeunes en Europe : obstacles et facilitations, *Les Politiques Sociales* 2015/2 (n° 3-4)

⁴⁵ Idrissi Moulay Hamid, *La participation politique dans les pays du Maghreb*, Thèse de troisième cycle avancé (Université Mohammed V, Agdal Rabat, Année académique 1995-1996), p. 35.

⁴⁶ Al-Borai Najet, *Réformer le système électoral, documents de la Conférence sur la réforme du système électoral en Égypte*, (Égypte : 1997), p. 37.

⁴⁷ Wiener Norbert, *Cybernétique et société. L'usage humain des êtres humains*, en 1952 (rééd. 1971), Union Générale d'Éditions, Coll. 10/18 ; nouvelle traduction par P-Y Mistoulon, éd. Seuil, Coll. Points, 2014 .P 20.

⁴⁸ Abrash Ibrahim, *La sociologie politique, ses principes et ses enjeux fondamentaux*, 1ère édition (Rabat : Dar es Salaam, 1997), p. 78.

entendons en fait par mouvement actif dans le sens d'atteindre un objectif spécifique. Quant au volontariat, il renvoie aux significations de la responsabilité collective et ouvre le sens du choix aux implications d'intérêt public liées aux affaires politiques publiques en tant que champ commun ouvert à toutes les possibilités de contribution et d'influence pour les systèmes démocratiques. Ces systèmes garantissent aux partis et aux organisations de la société civile, en tant qu'espaces intermédiaires qui œuvrent pour nourrir et faire progresser la participation politique, la capacité de contribuer à la promotion d'une culture politique qui comprend un ensemble de mécanismes de communication partisans, la qualité du discours et le réalisme des visions et perceptions liées aux affaires politiques publiques.

En outre, même si la transition démocratique en Tunisie a permis l'élargissement du cercle de participation et la diversification des mécanismes et domaines de contribution aux affaires publiques, la participation des jeunes aux affaires politiques ne s'est pas encore transformée en une pratique naturelle et exempte d'obstacles, soit à l'abri des obstacles partisans et personnels, comme il l'est encore... elle n'a pas encore atteint le niveau de quantité et de qualité requis.

François Borella expose trois éléments qui doivent être présents dans tout parti politique : «un groupe organisé d'individus capables d'exprimer leurs revendications, la présence d'un ensemble de propositions affectant la politique gouvernementale et la présence d'une activité visant à accéder au pouvoir»⁴⁹.

⁴⁹ Borella François, *Les politiques dans la France d'aujourd'hui* (Paris1981:), P16.

Des termes tels que : organisation, expression, suggestions, activité et pouvoir expriment les significations de la participation à un objectif spécifique, selon lequel les participants à l'objectif déterminent la manière de l'atteindre. En conséquence, un parti politique représente «un outil pour un groupe uni d'individus qui travaillent par divers moyens démocratiques pour accéder au pouvoir et mettre en œuvre un programme politique spécifique»⁵⁰.

Maurice Duverger classe également les partis politiques en partis «d'élite» et partis « de masse», auquel il ajoute en 1976 une autre classification liée à ce qu'il appelle «les partis à structures rigides» et d'autres à «structures flexibles»⁵¹. La question de la flexibilité des structures fait référence à la signification de la capacité des partis à interagir avec les conditions du processus politique et les méthodes de traitement de la réalité politique, y compris la question de la participation à la gestion des affaires publiques et à l'interaction avec ses variables, car elle teste les capacités des partis à mettre en place un ensemble de moyens et de mécanismes d'adaptation aux conditions de l'action politique.

À partir de là, la question de la participation intervient comme un pari et une exigence qui témoignent de la vitalité et du réalisme du discours politique et du dynamisme du parti dans son travail de développement de ses structures, de renouvellement de ses programmes, de

⁵⁰ Al-Tamaoui Suleiman, *Les trois autorités dans les constitutions arabes contemporaines et dans la pensée politique islamique, une étude comparative, 5^e édition* (Liban : Dar Al-Fikr Al-Arabi, 1996), pp. 7-62.

⁵¹ Abdel Nour Neji, *Le système politique de l'unilatéralisme au pluralisme politique* (Algérie : Université du 8 mai 1945, 2006), p. 35.

rotation de ses élites en fonction d'une réalité mouvante et en interaction avec la politique comme «un métier et un talent : Politik als Beruf», tel que défini par Max Weber.

Ce «métier» nécessite de lire les relations et les rapports de force qui se mesurent au pouvoir et à l'influence que représente le parti politique. La participation est classée comme l'un des mécanismes de fabrication et de formation de l'influence, car elle indique dans une certaine mesure l'étendue de l'influence partisane et par là l'étendue de son pouvoir et de son influence.

La participation politique prend de nombreuses formes, y compris la présence au sein des structures d'un parti ou de ses diverses institutions, contribuant à la prise de décision et déterminant les points des alliances entre partis et leurs intersections avec divers acteurs de la scène politique (tel que le vote électoral). Ces formes de participation contribuent «à préserver la fonction monétaire et à institutionnaliser la démocratie»⁵².

En nourrissant la participation politique, les partis politiques assurent une participation démocratique aux affaires publiques et sont ouverts à des possibilités multiples et différentes pour influencer le processus politique. De cette manière, le parti politique est capable de transformer les données de la théorie, de la tactique et de l'idée politique en une réalité tangible et d'éviter la présence de «participants ou de partisans en marge».

⁵² Frazer Nancy, *Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante, Qu'est-ce que la justice sociale ? reconnaissance et redistribution*, (trad), et intr. E. Ferrarraise (Paris : La Découverte, 2005).

Autrement dit, les catégories de minorité et de majorité disparaissent – dans une certaine mesure – et on évite les calculs de minorité et de majorité en «les considérant comme une situation ou un nombre», selon les mots de «Gilles Deleuze» ; et ce, pour que le sens de la participation politique ne soit pas perdu et que nous évitions les effets d'une partie de la réticence de la société à s'engager dans les affaires politiques, en particulier le groupe des jeunes.

Les partis politiques aspirent à favoriser la participation, en particulier celle liée aux jeunes. Par conséquent, la question du discours, de l'utilisation de la technologie, des données de communication modernes et même des révisions du discours basées sur des modèles idéologiques, représentent des constantes fondamentales pour tout parti politique.

Les transformations du processus politique en Tunisie, depuis le 14 janvier 2011, ont coïncidé avec un essor du niveau du nombre de partis politiques. De nombreuses thèses ont vu le jour liées à la question politique et à la mobilisation des ressources humaines, notamment de la jeunesse, pour défendre ces visions. Cependant, les niveaux de représentation des jeunes et leur présence réelle dans le processus de participation aux affaires publiques ont été exposés à un certain nombre d'obstacles qui ont empêché la participation effective des jeunes, car les réactions de ce groupe ont été basées sur une évaluation négative des résultats de la participation dans son aspect lié à leur implication effective et stratégique au sein des partis et à la participation aux activités du parti.

Conclusion

Les enjeux du renforcement de la participation des jeunes aux affaires politiques sont progressifs, avec la multitude de variations politiques, économiques et technologiques et dont les résultats ne peuvent plus être ignorés, ni exclus dans les perceptions et les stratégies destinées aux jeunes, qu'elles soient celles déterminées par l'État ou élaboré par le parti politique.

La participation des jeunes nécessite l'ouverture aux approches participatives au niveau de la prise de décision politique et de la formulation des politiques publiques. Les élites politiques sont également censées reconstruire leur perception de l'action politique et des mécanismes d'influence dans les affaires publiques. Cela ne serait pas possible sans que ces élites s'appuient sur des lectures qui se nourrissent du développement en cours au niveau de l'utilisation de la technologie, des techniques de communication, de la construction du discours ainsi que d'autres mécanismes.

Cela ne veut pas dire que le parti politique n'est plus à la hauteur des enjeux du moment politique, ni qu'il est incapable de gérer les affaires politiques, mais plutôt que ces paris puissent contribuer à pousser le volume et la qualité de la participation vers des limites qui sont encore hors de portée du parti politique.

Investir dans la catégorie des jeunes en les dotant de mécanismes et de moyens qui les poussent à adhérer au principe de participation, d'une part, garantit la continuité du parti et ajoute une sorte de dynamisme au processus politique, et d'autre part, il établit une sorte d'immunité

contre les déclarations populistes et les discours dénigrant le travail du parti politique et poussant à l'adoption de déclarations d'abandon des partis politiques sous prétexte de la fin de leurs rôles et de l'absence de leur nécessité en raison de leurs échecs en termes de réalisation économique et sociale.

Il n'est pas possible de discuter des questions dans lesquelles le culturel, le politique et le social se chevauchent, sous les «pressions» d'une réalité qui oblige le parti politique, les différents acteurs et l'État à adopter une logique de réseautage et d'ouverture à différentes perceptions, et de bénéficier de ceux qui influencent les affaires publiques, les individus et les organisations ; sans que tout cela ne soit présenté aux élites politiques, aux décideurs publics, et inclus dans leurs agendas et plans.

Les possibilités de bénéficier des acquis juridiques et politiques de la transition démocratique en Tunisie sont encore fortement de mise, voire requises, en raison des changements survenus sur la scène politique et des conséquences de la série d'événements politiques récurrents.

Il est devenu impératif pour les élites politiques d'«effectuer une rotation» de leurs jeunes élites et de moderniser les moyens et mécanismes de leur interaction avec la réalité pour faire face aux crises de participation des jeunes.

L'intérêt pour la question de la participation des jeunes est au cœur de la question démocratique, dans la mesure où les problèmes et les lacunes de la transition démocratique ne sont pas tant le résultat de crises démocratiques qu'ils sont le résultat - en partie - d'une catégorie active

de la société qui a abandonné l'exercice de ses rôles dans la mesure requise et nécessaire qui garantit le renforcement de la démocratie et l'absence de régression et de retour vers la logique de la hiérarchie sociale qui établit une ligne de démarcation entre qui doit participer et le sens démocratique de la participation.

La participation est un droit d'agir et d'apparaître, «La visibilité», et c'est un mécanisme qui repousse l'aliénation, l'exclusion sociale, la perte de reconnaissance et une opposition obstinée au sentiment de perte de sens et de statut, qui a suscité une importante partie de la jeunesse tunisienne à se tourner vers l'inconnu et à échapper à une réalité qui repousse un groupe social important et rejette le principe de participation.

La participation des jeunes doit se transformer en une «force vitale»⁵³ au sens proposé par Michel Foucault, et en un pouvoir spontané, résistant et libre selon l'expression proposée par Gilles Deleuze⁵⁴. Alors que sans une participation des jeunes qui libère la politique de la «prison» des classiques au niveau du discours, de la communication et de l'interaction avec les affaires publiques, l'acteur politique ne pourra pas assurer sa présence sur la scène de l'action et de l'influence, ni sa capacité à contribuer à la vie politique ni à l'ingénierie de l'espace public politique.

La responsabilité de la libéralisation de la politique incombe à l'acteur politique, à l'État et aux différentes forces agissant dans le cadre des

affaires publiques. Cette «libération» se produit en offrant toutes les possibilités d'alimenter la participation et en dessinant de nouvelles dimensions des lignes d'intersection entre les partis politiques et avec l'État. Les jeunes jouent un rôle majeur, voire contributeur, dans le dessin de ces dimensions afin qu'ils soient conscients de la ligne de départ du processus de leur participation politique et pleinement conscients de l'emplacement de la fin en ce qui concerne l'ampleur de sa participation et ses capacités. Par conséquent, les élites politiques et les acteurs formels doivent transformer la question de la participation des jeunes d'un simple mécanisme évoqué au moment des élections ou pour exprimer une position politique, en une règle qui trouve ses racines théoriques et ses conditions pratiques dans la littérature et les orientations du parti ainsi que dans les détails des plans et politiques généraux de l'État.

Il est également de la responsabilité des jeunes de participer aux affaires politiques dans le cadre d'une revendication de liberté et non d'un privilège accordé sous différentes revendications ou dans des circonstances et contextes exclusifs.

En conclusion, la participation des jeunes aux affaires politiques doit être appréhendée comme un pari et une question urgente et primordiale. Elle est, avant tout, un signe de démocratie de pensée et de pratique et c'est une traduction pratique des enjeux de la politique à l'ère de la transition démocratique. Elle doit être nourrie et développée pour qu'elle ne se transforme pas en une transition démocratique sans démocrates.

⁵³ Muhle Maria, «Chapitre 21. Politiques de la vie», Hervé Oulc'Hen éd., *Usages de Foucault*. Presses Universitaires de France, 2014, pp. 355-371.

⁵⁴ *Ibid.*

Références bibliographiques :

- 1 - Abdel Nour Neji, *Le système politique de l'unilatéralisme au pluralisme politique* (Algérie : Université du 8 mai 1945, 2006), p. 35.
- 2 - Abrash Ibrahim, *La sociologie politique, ses principes et ses enjeux fondamentaux*, 1ère édition (Rabat : Dar es Salaam, 1997), p. 78.
- 3 - Achcar Gilbert, «le peuple peut-il renverser le régime tant que l'État existe encore ? Considération du principal dilemme du soulèvement arabe», Ouvrage collectif, *The Arab Revolutions, the Difficulty of Democratic Transition and Its Consequences*, préparé et coordonné par Jamal Barout (Beyrouth : Centre arabe de recherche et d'études politiques, 2018), pp. 42-43.
- 4 - Allouche Annabelle, *La société du concours. L'empire des classements scolaires* (Paris : Seuil, 2017).
- 5 - Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique*, (Paris, Ed : Points, 2016).
- 6 - Becquet Valérie, "Les jeunes et la vie associative : attraits et usages", *RECMA* 2004/4 (N° 294)
- 7 - La participation civique et politique des jeunes en Europe : obstacles et facilitations, *Les Politiques Sociales* 2015/2 (n° 3-4).
- 8 - Baduel Pierre Robert, «Le temps insurrectionnel comme «moment politique». Tunisie 2011», *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n°. 2, 2013, pp. 33-61.
- 9 - Barrault-Stella Lorenzo, Goastellec Gaële, «Introduction : L'éducation entre sociologie et science politique, des convergences contemporaines à leurs limites,» *Éducation et sociétés* 2015/2 (n° 36), pages 5 à 18.
- 10 - Battistella Dario, "L'apport de Karl Deutsch à la théorie des relations internationales," *Revue international de politique compare*, Vol.10, N°4 (2003), p.567-585.
- 11 - Bayat Asef, *Street politics: How Ordinary People Change the Middle East*, (Stanford: Ed: Stanford University Press, 2013).
- 12 - Ben Achour Yadh, *De l'introduction du Rapport final sur les activités de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique*, Oct 2011.
- 13 - El-Borai Najet, Réformer le système électoral, documents de la Conférence sur la réforme du système électoral en Égypte, (Égypte : 1997), p. 37.
- 14 - Borella François, *Les politiques dans la France d'aujourd'hui* (Paris 1981 :), P16.
- 15 - Bourdieu Pierre, *Sociologie et Démocratie* (Paris : Presse universitaire de Lyon, 2023).
- 16 - _____, La jeunesse n'est qu'un mot. Entretien avec Anne-Marie Métaillé, paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des Ages, 1978, pp. 520-530. Repris in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, 1984. Ed. 1992 pp. 143-154 Lien: <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/questions/jeuness.html>

- 17 - Frazer Nancy, *Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante, Qu'est-ce que la justice sociale ? reconnaissance et redistribution*, (trad et intr. E. Ferraraise), (Paris : La Découverte, 2005).
- 18 - Galland Olivier, *Sociologie de la jeunesse*. Lien: <https://sciencespo.hal.science/hal-03458158/document>.
- 19 - _____, " Les jeunes dans la société", *Les jeunes* (2009), pages 78 à 114.
- 20 - Garcia Sandrine, Oller Anne-Claudine, «Mettre en place une pédagogie rationnelle : de la théorie sociologique aux obstacles sociaux », *Sociologies pratiques* 2018/2 (N° 37), pages 91 à 104.
- 21 - Guattari Félix, *Les trois écologies*, (Paris, Ed : Galilée, 1989).
- 22 - Honneth Axel, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique* (Paris: La Découverte, 2008).
- 23 - Idrissi Moulay Hamid, *La participation politique dans les pays du Maghreb, Thèse de troisième cycle avancé* (Université Mohammed V, Agdal Rabat, Année académique 1995-1996), p. 35.
- 24 - El-Masri Rafiq, *Religion, Politics and Democracy*, Première édition (Égypte : Centre des Droits de l'Homme, 2007), p. 38.
- 25 - Mead George Herbert, *Self, and Society* (USA: University of Chicago Press, 1934).
- 26 - Megdiche Cyrille, "Essai sur la notion de besoin," *Sociétés* 2002/1 (n° 75), pages 85 à 90.
- 27 - Muhle Maria, «Chapitre 21. Politiques de la vie», Hervé Oulc'Hen éd., *Usages de Foucault*. Presses Universitaires de France, 2014, pp. 355-371.
- 28 - Nemo Philippe, "La social-démocratie," *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains* (2013), pages 989 à 1014.
- 29 - Santiso Javier, *La démocratie incertaine : la théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine*, *Revue française de science politique* (1993), 970-993.
- 30 - Sorensen, Georg, *Démocratie et démocratisation : processus et perspectives dans un monde en mutation*, (London : Routledge troisième édition, 2019).
- 31 - Al-Tamaoui Suleiman, *Les trois autorités dans les constitutions arabes contemporaines et dans la pensée politique islamique, une étude comparative, 5^e édition* (Liban : Dar Al-Fikr Al-Arabi, 1996), pp. 7-62.
- 32 - Touraine Alain, *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, (Paris, Ed : Lgf, 2006).
- 33 - _____, *Production de la société* (Paris : Seuil, 1973).
- 34 - Wiener Norbert, *Cybernétique et société. L'usage humain des êtres humains*, en 1952 (rééd. 1971), Union Générale d'Éditions, Coll. 10/18 ; nouvelle traduction par P-Y Mistoulon, éd. Seuil, Coll. Points, 2014. P 20.
- 35 - <https://excerpts.numilog.com/books/9782130442349.pdf>

- 36 - <https://www.cnrtl.fr/definition/jeunesse#:~:text=La%20jeunesse%20est%20l'aspect,faire%20une%20place%20au%20soleil>.
- 37 - <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>
- 38 - <https://boéoks.openedition.org/pum/15028?lang=fr>